

L'économie canadienne

De son côté l'*Economist* amplifiait cette menace. Le *Financial Times* est positif quant à nos perspectives énergétiques, domaine qui absorbera 44 p. 100 de nos investissements futurs.

Ce matin, des représentants d'Énergie atomique du Canada ont comparu devant le comité permanent des ressources nationales et des travaux publics. Leurs réponses aux questions qui leur ont été posées par le vénéré député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) nous ont donné une idée des projets d'envergure qui sont à l'étude dans le secteur des centrales nucléaires en Ontario. A vrai de dire, ce qui nous incite à recourir à l'énergie nucléaire c'est qu'elle nous permettra de répondre à nos besoins en électricité, mais chacune de ces centrales nécessitera des investissements considérables qui entraîneront la création d'emplois pour des milliers et des milliers de Canadiens. On peut en dire autant du gazoduc du Nord, dont la construction débutera dans les années 80, le plus important projet jamais entrepris par des intérêts privés sur le continent nord-américain.

Ce sont là des aspects positifs de notre économie, et nos jeunes, notamment, se doivent de les connaître. Aujourd'hui, les organes d'information de toute catégorie insistent beaucoup trop sur les aspects négatifs. Malheureusement, ils accordent foi aux déclarations des membres des partis d'opposition que l'intérêt politique amène à souhaiter la diffusion de ce genre de nouvelles afin d'accaparer les manchettes.

Il y a environ une semaine, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) s'est adressé, dans ma circonscription, à un groupe d'environ 80 personnes lors d'une séance d'un conseil municipal. La population de Scarborough-Ouest n'a pas pour habitude d'accorder d'ovations soutenues à quiconque, mais elle a réservé au ministre de l'Industrie et du Commerce une ovation soutenue ce soir-là après son discours impromptu et les réponses qu'il a données aux questions qui lui étaient posées.

● (2022)

Des voix: Bravo!

M. Martin: La raison principale de cette ovation soutenue était les nouvelles à caractère positif que contenait son discours sur la voie dans laquelle s'engage notre pays et sur son potentiel d'avenir.

Les partis d'opposition soutiennent que le gouvernement ne fait rien ou fort peu pour renforcer les points faibles de notre économie. La Société pour l'expansion des exportations est un organisme qui constitue pourtant un exemple propre à réfuter cet argument. En une seule année, elle a aidé des exportateurs canadiens à décrocher des marchés dans 19 pays. Sur une période de 15 ans allant de 1961 à 1976, elle a aidé à financer des marchés d'exportations dans 66 pays. Tous ces marchés et ces ventes représentaient des emplois pour de nombreux canadiens.

On a prétendu que la société INCO exportait des emplois vers d'autres pays. Dans le cas du projet d'investissement en Indonésie, l'équipement mis en place là-bas a été fabriqué au Canada et son achat financé par la Société pour l'expansion des exportations. Il a permis de créer 3,000 années-hommes de travail dans notre pays. Comment peut-on interpréter cela comme une exportation d'emploi? Ce fut plutôt un cas d'exportation de produits fabriqués au pays. Dans le cas du Guatemala, le nombre d'années-hommes s'est élevé à 1,037. Je

ne peux pas croire que les partis d'opposition s'opposent à ce genre d'emploi. Cela n'a pas été dit ouvertement, mais on a laissé entendre qu'on ne devrait pas le faire. On a soutenu que plutôt que de fabriquer au Canada du matériel et de le vendre à l'Indonésie et au Guatemala, nous devrions continuer à extraire et à stocker au Canada du nickel devenu invendable.

A l'heure actuelle, il y a un problème à Sudbury mais en même temps, l'exportation de matériel à l'échelle internationale par la société INCO crée une quantité énorme d'emplois. Le Nouveau parti démocratique a presque condamné l'INCO l'autre jour à la Chambre. Cette société a réuni plus de 900 millions de dollars en cinq ans sur le marché de capitaux privés. Elle a obtenu ces capitaux dans six pays et en concluant des marchés avec 27 banques. Les Canadiens devraient en être fiers au lieu de la considérer comme l'objet de tous nos maux. Le jeune Canadien de la rue devra considérer l'entreprise et l'accumulation de bénéfices comme une chose saine.

L'entreprise doit faire des efforts pour se faire valoir dans les années à venir. Enfin, l'entreprise comprend que l'on doit informer les Canadiens des avantages que procure les bénéfices. Lorsqu'une société réalise des bénéfices, les gens peuvent continuer à travailler et les produits se vendent. Lorsqu'elle est en déficit et ne peut pas vendre sa production, les gens perdent leur emploi.

Des problèmes se posent dans le secteur de la fabrication. Il faut mettre au point diverses stratégies industrielles. Le voyage qu'effectue actuellement le premier ministre (M. Trudeau) dans le pays dans le but de tenir des conférences à caractère privé avec chacun de ses homologues provinciaux me semble une très bonne idée. Les dirigeants des deux paliers de gouvernement peuvent donc s'asseoir à une même table et discuter tranquillement de problèmes fondamentaux. Le premier ministre a signalé qu'il y aura une grande conférence des premiers ministres pour discuter plus à fond des questions concernant l'économie.

Une voix: C'est un peu tard.

M. Martin: Mais non. La Société pour l'expansion des exportations aidera au financement des exportations jusqu'à concurrence de 2 milliards de dollars l'an prochain, contre 50 millions seulement il y a huit ans. Est-ce un peu tard?

Des voix: Bravo!

M. Martin: Les députés de ce côté-là de la Chambre ne font aucune suggestion positive. Si les députés d'en face ne réussissent pas à descendre la GRC, ils s'attaquent à autre chose.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Martin: Ils veulent à tout prix trouver un point de controverse et, à cause de cela, ils passent trois heures tous les matins à discuter de stratégie comme les membres d'une équipe de football qui n'a pas gagné une seule partie afin de décider quoi demander pendant la période des questions pour faire les prochaines manchettes.

Des voix: Bien envoyé!

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette de signaler au député que son temps de parole est écoulé.

M. Robert Howie (York-Sunbury): Monsieur l'Orateur, je suis tout à fait d'accord avec les parties de la motion à l'étude